

Cote du document: EB 2020/LOT/P.3/Rev.1
Date: 6 mai 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République de Moldova

Projet "Transformation rurale: retenir les talents"

Numéro du projet: 2000002242

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques

Dina Saleh

Directrice régionale par intérim
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2780
courriel: d.saleh@ifad.org

Vrej Jijyan

Directeur de pays
téléphone: +37498477473
courriel: v.jijyan@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone d'intervention	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	4
III. Risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	9
D. Soutenabilité de la dette	9
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	10
C. Plans d'exécution	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VI. Recommandation	12

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale par intérim:	Dina Saleh
Directeur de pays:	Vrej Jijyan
Responsable technique du projet:	Tom Mwangi Anyonge
Responsable des finances:	Sengul James
Spécialiste climat et environnement:	Nicolas Tremblay
Juriste:	Elisabeth Brunat Boulet

Sigles et acronymes

AIPA	Agence pour les interventions et les paiements dans l'agriculture
CPP	comité de pilotage du projet
IFP	institution financière publique
MARDE	Ministère de l'agriculture, du développement régional et de l'environnement
NCFM	Commission nationale des marchés financiers
ODIMM	Organisation du développement du secteur des petites et moyennes entreprises
PTBA	plan de travail et budget annuel
UEP	unité d'exécution du projet

Carte de la zone d'intervention



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 1/07/2019

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de Moldova
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, du développement régional et de l'environnement (MARDE)
Coût total du projet:	50,51 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	15,23 millions de DTS (équivalant approximativement à 18,9 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions mixtes
Cofinanceurs:	Gouvernement et bénéficiaires
Montant du cofinancement:	24 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	Gouvernement de la République de Moldova: 3,8 millions d'USD Agence pour les interventions et les paiements dans l'agriculture (AIPA): 1,7 million d'USD Institutions financières publiques (IFP): 15,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,5 millions d'USD
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:	5,5 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 57.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République de Moldova fait partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. En 2018, son produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élevait à 2 290 USD, et sa population était d'environ 3,5 millions d'habitants. Elle est l'un des pays les plus pauvres de la région, mais aussi l'un de ceux dont la croissance est la plus rapide. En 2018, le taux de croissance atteignait 4,8% en partie grâce à une forte demande intérieure.
2. La République de Moldova a suivi un modèle de croissance dans lequel les envois de fonds ont puissamment contribué à réduire la pauvreté. Un tiers de la population travaille à l'étranger et les fonds qu'envoient ces travailleurs représentaient en 2018 environ 25% du PIB. Le taux national de pauvreté absolue est passé de 73% à 9,6%, et le taux d'extrême pauvreté est passé de 59,7% à 0,2% entre 1999 et 2015. Les écarts demeurent toutefois importants entre les zones urbaines et les zones rurales.
3. Pilier central de l'économie (12% du PIB en 2017), l'agriculture constitue le principal moyen d'existence dans les zones rurales. Environ 75% de la population vit dans les zones rurales et est tributaire de l'agriculture et des activités connexes pour ses moyens d'existence.
4. La Stratégie nationale de développement 2020 vise à promouvoir le développement durable et à contribuer à la réduction de la pauvreté. La Stratégie nationale de développement agricole et rural (2014-2020) met l'accent sur le renforcement de la contribution du secteur agroalimentaire à la réalisation durable des objectifs nationaux de développement économique et social.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques que le FIDA doit transversaliser en priorité

5. **Genre.** Les femmes rurales se heurtent à des discriminations et des inégalités sur le plan social, économique et politique. Les femmes travaillent dans les sous-secteurs de la production agricole à faible valeur ajoutée ou comme travailleuses familiales, et les entrepreneuses font face à des obstacles qui les empêchent de recourir aux prêts bancaires ou aux programmes de développement des entreprises et de l'entrepreneuriat financés par l'État.
6. **Jeunes.** La migration a un impact considérable sur l'économie et la démographie de la République de Moldova. La pauvreté, le manque de possibilités d'emploi décent et la faiblesse des salaires sont autant de facteurs incitant les jeunes à migrer. Les taux de chômage des jeunes varient entre 28% et 33%. Les jeunes (15-29 ans) ont certes accès à l'éducation, mais la qualité de l'enseignement pose divers problèmes.
7. **Nutrition.** La dénutrition est en recul, mais la suralimentation augmente. La sécurité alimentaire et les besoins énergétiques sont largement satisfaits, l'insécurité alimentaire recule et les taux de carence provoquant des retards de croissance chez les enfants ont diminué. Néanmoins, l'évolution des conditions météorologiques nuit à la sécurité alimentaire.
8. **Changements climatiques.** Sécheresse, inondations et autres phénomènes extrêmes – fortes précipitations, grêle, vent et gel – se produisent fréquemment et

ont un impact significatif sur les moyens d'existence des populations rurales et sur l'ensemble de l'économie.

9. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le projet "Transformation rurale: retenir les talents" a été classé comme:

- axé sur la question climatique;
- axé sur les jeunes.

Justification de l'intervention du FIDA

10. Le Gouvernement moldove considère que les jeunes, les femmes et les petits exploitants sont les principaux groupes prioritaires de sa stratégie de développement agricole et rural, mais ces groupes ne sont guère en mesure de tirer parti des possibilités qui leur sont offertes.
11. Le FIDA dispose d'un avantage comparatif concernant le ciblage des petits agriculteurs et la mise en œuvre des enseignements tirés d'autres projets, achevés ou en cours d'exécution, en rapport avec le ciblage, les investissements dans les infrastructures, l'agriculture de conservation, l'accès à des financements abordables, et l'inclusion des femmes et des jeunes dans le cadre d'une approche prenant en considération leurs principales contraintes.
12. Les ressources sous forme de dons provenant du Fonds pour l'adaptation pourraient appuyer, dans les zones rurales, une gamme d'investissements résilients face aux changements climatiques qui permettront aux petits exploitants d'atténuer efficacement les risques liés aux changements climatiques et de faire face à la pénurie croissante d'eau, et d'adopter des pratiques d'agriculture de conservation et d'utilisation efficace de l'eau.

B. Enseignements tirés

13. **Méthode de ciblage.** Le FIDA doit affiner sa méthode de ciblage en mettant clairement l'accent sur les petits exploitants, les femmes et les jeunes. Pour éviter l'accaparement par les élites, aucune approche d'autociblage exclusif ou fondée sur un effet de retombées ne sera proposée, et on utilisera plutôt des approches particulières de sensibilisation et de mobilisation.
14. **Approche de la formation et du renforcement des capacités des petits agriculteurs.** Le projet offrira des possibilités d'assistance technique en matière d'accompagnement et de mentorat personnalisés, d'élaboration de plans d'entreprise et d'appui à l'accès à la gamme de subventions et de fonds mis à disposition par les programmes publics en cours d'exécution.
15. L'accent mis sur l'entrepreneuriat et la transformation des produits agricoles exigera la mise en place de modalités novatrices pour garantir que les droits de propriété et les responsabilités de la gestion des entreprises collectives sont clairement établis, avec de solides liaisons avec les marchés.
16. **Stratégie d'inclusion des jeunes.** Le projet renforcera l'inclusion des jeunes et accroîtra leurs revenus en fournissant un ensemble de mesures d'appui aux entreprises, de crédit et de dons de contrepartie pour promouvoir l'entrepreneuriat et la génération de revenus et d'emplois qui permettront d'intégrer les jeunes dans les marchés à valeur élevée.
17. **Agriculture de conservation.** Il est important de diffuser les savoirs relatifs aux avantages de l'agriculture de conservation, qui ne sont pas toujours immédiatement évidents à court terme. L'agriculture de conservation exige des investissements qui peuvent avoir une forte intensité de capital. Il faut donc des modalités financières adaptées aux besoins des petits exploitants.
18. **Approche programmatique du financement des activités rurales.** Une approche plus programmatique des investissements dans le développement du

secteur financier est nécessaire. Cette approche produira probablement des dividendes grâce au renforcement, avec le temps, de l'efficacité et de la durabilité du secteur.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

19. L'objectif d'ensemble du projet est de réduire la pauvreté et de freiner l'exode rural par le renforcement de la résilience des petits exploitants face aux changements climatiques. L'objectif de développement du projet est de donner aux ruraux pauvres (spécialement les jeunes, les femmes et les petits exploitants) les moyens d'accroître leur capacité productive, leur résilience face aux risques d'ordre économique, environnemental et climatique, et leur accès aux marchés.
20. Le groupe cible principal comprend les petits exploitants et jeunes entrepreneurs à vocation commerciale exploitant jusqu'à 10 hectares. Le projet mettra aussi l'accent sur un autre point: donner aux jeunes entrepreneurs, femmes et hommes, des zones rurales un accès au financement et à un appui au développement des entreprises afin qu'ils puissent établir et élargir leurs entreprises agricoles et non agricoles. On comptera, parmi les bénéficiaires, 40% de femmes et 40% de jeunes. Le projet étant de portée nationale, le ciblage géographique ne limite pas les interventions du projet à une zone géographique particulière, mais donnera la priorité aux zones plus vulnérables aux aléas climatiques et plus défavorisées du pays.
21. Les mesures de ciblage suivantes seront mises en place au titre du projet: sensibilisation des exécutants et des responsables des politiques aux besoins et aux intérêts stratégiques des petits exploitants, des femmes et des jeunes; ciblage direct par le biais de quotas afin de garantir la participation des femmes, des jeunes et des petits exploitants aux activités en rapport avec le projet; autosélection par la taille des dons et le choix des activités du projet; mobilisation et mesures opérationnelles adéquates pour répondre aux contraintes spécifiques rencontrées par les femmes, les jeunes et les petits exploitants pauvres; ciblage géographique au moyen de critères de sélection donnant la priorité aux jeunes, aux femmes et aux petits agriculteurs et entrepreneurs des zones plus pauvres et plus vulnérables face aux changements climatiques de la République de Moldova; autonomisation des bénéficiaires par l'élaboration de plans d'entreprise, le mentorat, les associations de producteurs et les réseaux de jeunes entrepreneurs.

B. Composantes, résultats et activités

22. Le projet comprendra les deux composantes suivantes: i) transformation et résilience économique; ii) financement inclusif de l'entrepreneuriat. Les composantes sont conçues de manière à ce que les interventions soient complémentaires et qu'elles s'appuient sur la synergie et la complémentarité avec les projets du FIDA en cours d'exécution.
23. Les principaux résultats attendus du projet sont les suivants: i) renforcement de la résilience et accroissement des possibilités d'emploi grâce aux investissements dans les infrastructures rurales, facilitation de l'accès aux marchés et renforcement des organisations paysannes; ii) amélioration de l'accès, pour les jeunes, au financement d'activités rurales et renforcement de la viabilité des institutions financières rurales, telles que les associations d'épargne et de crédit, grâce aux transformations induites par les changements dans le secteur.
24. **Composante 1: transformation et résilience économique** La composante 1 a pour objectif de faire progresser la transformation et la résilience de l'économie rurale. On portera une attention particulière à la promotion de technologies résilientes face aux changements climatiques, au renforcement de la capacité des institutions publiques de mieux faire connaître les savoirs techniques relatifs à l'agriculture de conservation, et au renforcement des capacités des pouvoirs

publics en matière d'analyse économique et commerciale concernant le secteur de l'agroentrepreneuriat pour les petits agriculteurs.

25. **Composante 2: financement inclusif de l'entrepreneuriat.** L'objectif principal de cette composante est de démontrer que l'agriculture peut constituer une activité et un gagne-pain attractif pour les jeunes agriculteurs, et de contribuer à freiner les tendances à l'exode rural en République de Moldova. On s'attaquera aux goulets d'étranglement limitant l'accès au crédit pour les femmes et les jeunes ruraux, on développera les capacités des associations d'épargne et de crédit et on renforcera ce secteur ainsi que les capacités de la Commission nationale des marchés financiers (NCFM) en matière d'établissement de réglementations et de supervision.

C. Théorie du changement

26. La théorie du changement sous-jacente au projet est que le FIDA peut contribuer à atténuer la pauvreté et à donner une impulsion à la transformation de l'économie rurale en appuyant les petits agriculteurs, les jeunes entrepreneurs et les femmes, afin qu'ils deviennent plus résilients et plus compétitifs grâce à une série d'investissements complémentaires.
27. Le taux élevé d'exode rural des jeunes, dû à la médiocrité des salaires, et à l'absence d'emplois productifs et de possibilités de développement d'entreprises, figure parmi les difficultés auxquelles se heurte le monde rural. Les jeunes entrepreneurs, les petits exploitants agricoles et les femmes n'ont pas accès aux actifs productifs et ne sont pas en mesure d'accéder au crédit institutionnel pour diverses raisons: absence de biens à donner en garantie; taux d'intérêt élevés; manque des capacités techniques requises pour prendre les décisions voulues.
28. L'expérience du FIDA en République de Moldova a montré que les investissements induits par la demande et consacrés aux infrastructures physiques et aux technologies faisant un usage efficient de l'eau peuvent contribuer à accroître la productivité et à renforcer la résilience des petits agriculteurs face aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Organiser les groupements et les associations de producteurs selon des modalités novatrices dans lesquelles les droits de propriété, les prises de participation et la gestion professionnelle sont clairement énoncés encouragera les agriculteurs à participer à des entreprises agricoles collectives et à accéder aux marchés.

D. Alignement, appropriation et partenariats

29. Le projet est en adéquation avec les priorités du Gouvernement moldove et les stratégies et engagements institutionnels du FIDA, dont plusieurs objectifs de développement durable. Le projet vise à réaliser une ambition que partagent le Gouvernement moldove et le FIDA, celle de transformer l'agriculture en un moteur dynamique de développement et de croissance du monde rural, pour créer des emplois et faire de l'agriculture et de l'agroentrepreneuriat un choix de carrière attractif et rémunérateur pour les jeunes.

E. Coût, avantages et financement

30. Le projet sera financé pour une période de six ans, à partir du début de 2020. Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué au projet par le FIDA au titre du financement de l'action climatique est estimé à 5,5 millions d'USD, soit 29,8% du montant total alloué au projet par le FIDA.
31. La République de Moldova répond aux critères lui permettant d'emprunter auprès du FIDA, à des conditions mixtes, pour le financement de projets approuvés en 2019 par le Conseil d'administration du FIDA. Le Ministère des finances a exprimé son intérêt pour des emprunts libellés en droits de tirage spéciaux (DTS).

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Gouvernement		Prêt du FIDA		Bénéficiaires		IFP		Fonds pour l'adaptation		AIPA		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
1. Transformation et résilience économique																	
1.1. Renforcement de la résilience face aux changements climatiques																	
a. Infrastructures résilientes face aux changements climatiques	2 358	20,0	5 969	50,6	1 685	14,3	-	-	1 776	15,1	-	-	11 788	23,3	4 677	4 753	2 358
b. Gestion évolutive de l'eau sur les exploitations	-	-	-	-	-	-	-	-	3 261	100	-	-	3 261	6,5	94	3 167	-
Sous-total	2 358	15,7	5 969	39,7	1 685	11,2	-	-	5 037	33,5	-	-	15 049	29,8	4 771	7 920	2 358
1.2. Développement de l'agroentrepreneuriat																	
a. Renforcement des filières pour les groupements de producteurs	977	17,0	4 755	83	-	-	-	-	-	-	-	-	5 733	11,3	82	4 673	977
b. Renforcement des capacités techniques du MARDE	-	-	96	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	96	0,2	3	94	-
Sous-total	977	16,8	4 852	83,2	-	-	-	-	-	-	-	-	5 829	11,5	85	4 767	977
Total sous-composantes 1.1 et 1.2	3 335	16	10 820	51,8	1 685	8,1	-	-	5 037	24,1	-	-	20 878	41,3	4 856	12 686	3 335
2. Financement inclusif de l'entrepreneuriat																	
2.1. Crédit abordable pour les jeunes et les femmes	400	1,6	5 290	21,7	1 768	7,2	15 260	62,6	-	-	1 675	6,9	24 393	48,3	1 000	22 993	400
2.2. Développement du secteur financier rural	-	-	2 742	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	2 742	5,4	-	2 742	-
Sous-total	400	1,5	8 032	29,6	1 768	6,5	15 260	56,2	-	-	1 675	6,2	27 135	53,7	1 000	25 735	400
3. Gestion du projet	109	4,4	1 897	75,7	-	-	-	-	500	19,9	-	-	2 506	5,0	274	2 122	109
Total	3 844	7,6	20 750	41,1	3 453	6,8	15 260	30,2	5 537	11,0	1 675	3,3	50 518	100,0	6 131	40 543	3 844

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Gouvernement		Prêt du FIDA		Bénéficiaires		IFP		Fonds pour l'adaptation		AIPA		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%				
I. Dépenses d'investissement																		
A. Conseil, études, assistance technique, ateliers	-	-	1 057	44,2	-	-	-	-	1 333	55,8	-	-	2 390	4,7	180	3 199	-	
B. Crédit	-	-	12 137	43,5	503	1,8	15 260	54,7	-	-	-	-	27 900	55,2	-	19 623	-	
C. Équipement, matériel, biens et services	1 397	54,9	829	32,6	320	12,6	-	-	-	-	-	-	2 546	5,0	1 049	4 539	1 397	
D. Don	-	-	1 349	21,8	945	15,3	-	-	2 213	35,8	1 675	27,1	6 182	12,2	-	6 833	-	
E. Travaux	2 300	22,2	4 838	46,7	1 455	14,0	-	-	1 776	17,1	-	-	10 369	20,5	4 533	4 667	2 300	
Total dépenses d'investissement	3 697	7,3	20 210	40,00	3 223	6,4	15 260	30,2	5 322	10,5	1 675	3,3	49 387	97,8	5 762	38 860	3 697	
II. Dépenses récurrentes																		
A. Salaires et indemnités	-	-	394	69,2	-	-	-	-	175	30,8	-	-	569	1,1	-	1 210	-	
B. Dépenses de fonctionnement	148	26,2	146	25,9	230	40,8	-	-	40	7,09	-	-	564	1,1	369	473	148	
Total des charges récurrentes	148	13,1	540	47,7	230	20,3	-	-	215	18,9	-	-	1 133	2,2	369	1 683	148	
Total	3 845	7,6	20 750	41,1	3 453	6,8	15 260	30,2	5 537	11,0	1 675	3,3	50 520	100,0	6 131	40 543	3 844	

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année
(en milliers d'USD)

	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Transformation et résilience économique														
1.1. Renforcement de la résilience face aux changements climatiques														
a. Infrastructures résilientes face aux changements climatiques	65	0,6	2 237	19,0	3 467	29,4	3 561	30,2	1 741	14,8	717	6,1	11 788	23,3
b. Gestion évolutive de l'eau sur les exploitations	-	-	582	17,8	975	29,9	980	30,1	583	17,9	140	4,3	3 261	6,5
Sous-total	65	0,4	2 819	18,7	4 442	29,5	4 541	30,2	2 324	15,4	857	5,7	15 049	29,8
1.2. Développement de l'agroentrepreneuriat														
a. Renforcement des filières pour les groupements de producteurs	584	10,2	1 145	20,0	1 642	28,6	1 151	20,1	1 155	20,2	56	1,0	5 733	11,3
b. Renforcement des capacités techniques du MARDE	12	12,6	29	29,9	25	26,2	26	26,8	4	4,6	-	-	96	0,2
Sous-total	596	10,2	1 173	20,1	1 667	28,6	1 177	20,2	1 160	19,9	56	1,0	5 829	11,5
Total sous-composantes 1.1 et 1.2	661	3,2	3 993	19,1	6 109	29,3	5 718	27,4	3 484	16,7	913	4,4	20 878	41,3
2. Financement inclusif de l'entrepreneuriat														
2.1. Crédit abordable pour les jeunes et les femmes	-	-	4 879	20,0	4 879	20,0	4 879	20,0	4 879	20,0	4 879	20,0	24 393	48,3
2/2. Développement du secteur financier rural	510	18,6	1 670	60,9	135	4,9	176	6,4	125	4,5	127	4,6	2 742	5,4
Sous-total	510	1,9	6 548	24,1	5 013	18,5	5 054	18,6	5 003	18,4	5 006	18,4	27 135	53,7
3. Gestion du projet	514	20,5	166	6,6	195	7,8	419	16,7	582	23,2	629	25,1	2 506	5,0
Total	1 686	3,3	10 707	21,2	11 317	22,4	11 191	22,2	9 069	18,0	6 548	13,0	50 518	100,0

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

32. Le coût total du projet est estimé à 50,51 millions d'USD, dont 20,7 millions d'USD (41,1% du total) seront financés par un prêt du FIDA. Des ressources sous forme de don provenant du Fonds pour l'adaptation d'un montant d'environ 6 millions d'USD (11%) seront principalement allouées à la composante 1 (environ 5 millions d'USD, soit 10%), tandis que le solde (0,5 million d'USD) sera affecté à la gestion du projet. En outre, l'entité chargée de l'exécution se verra allouer des honoraires pour un montant de 0,5 million d'USD, qui ne sont pas inclus dans l'estimation du coût total du projet (50,51 millions d'USD). Il est prévu que le Gouvernement de la République de Moldova apportera une contribution de 3,8 millions d'USD (7,6%), qui financera principalement les droits et taxes.
33. Les bénéficiaires du projet devraient aussi profiter des subventions de l'AIPA et des IFP. Ils devraient obtenir environ 1,7 million d'USD (3,3% du coût total du projet) de l'AIPA pour financer une partie de l'intervention au titre de la composante 2. Il est prévu que les IFP fourniront des crédits d'un montant de 15,3 millions d'USD (30,2%) aux jeunes entrepreneurs dans le cadre de la composante 2. Les bénéficiaires du projet devraient apporter des contributions en nature et en espèces correspondant à environ 3,5 millions d'USD (6,8%), pour le cofinancement d'investissements, d'infrastructures socio-environnementales et d'innovations au titre des deux principales composantes. Les fonds alloués à l'unité de gestion du

projet s'élèveront, selon les estimations, à environ 2,5 millions d'USD, soit 5% du coût total du projet.

Décaissement

34. Les fonds seront versés sur deux comptes désignés distincts libellés en dollars des États-Unis et ouverts par l'intermédiaire du Trésor public auprès de la Banque nationale de la République de Moldova pour le prêt du FIDA et le don du Fonds pour l'adaptation. Les comptes désignés seront exploités dans le cadre du mécanisme d'avances temporaires. L'allocation autorisée au compte désigné pour le prêt sera au maximum de 3,3 millions d'USD, à décaisser en trois avances initiales distinctes, dont une pouvant aller jusqu'à 1 million d'USD et destinée spécifiquement au soutien de la création du fonds de stabilisation de la NCFM et une autre, d'un maximum de 0,8 million d'USD, pour le fonds d'assurance-dépôts de la NCFM. L'allocation initiale autorisée au compte désigné pour le don sera de 0,5 million d'USD.
35. L'unité d'exécution du projet (UEP) ouvrira également, par l'intermédiaire du Ministère des finances et du Trésor public, des comptes de projet distincts en monnaie locale (leu moldove) auprès de la Banque nationale de la République de Moldova:
- deux comptes de projet pour recevoir des ressources correspondant aux dépenses admissibles, provenant des comptes désignés pour le prêt et le don;
 - un compte de projet pour fournir le financement de contrepartie du Gouvernement, destiné à couvrir les droits, taxes et autres services nécessaires à l'exécution du projet;
 - un compte de projet pour recevoir les contributions des bénéficiaires.

Résumé des avantages et analyse économique

36. Le projet devrait toucher 11 723 ménages, soit environ 34 000 habitants de zones rurales. Les avantages pour le groupe cible devraient découler: i) d'une résilience accrue face aux changements climatiques et de la réduction des risques climatiques résultant d'une disponibilité accrue de l'eau pour des usages productifs et des techniques d'agriculture de conservation; ii) de la diversification des activités productives et des sources de revenus grâce à l'accès au financement; iii) d'une augmentation des disponibilités alimentaires pour les ruraux pauvres; iv) d'une augmentation de la valeur ajoutée des produits agricoles; v) d'une baisse des coûts de transport et d'une meilleure efficacité des processus de transformation grâce à des technologies novatrices et à une infrastructure améliorée; vi) d'une amélioration de la qualité des produits transformés, permettant d'obtenir des prix plus élevés sur le marché local; vii) de possibilités d'emploi plus nombreuses pour la main-d'œuvre salariée comme pour le travail familial, pour les activités tant agricoles que non agricoles; viii) des recettes fiscales résultant de l'augmentation du volume de la production imposable.
37. **Rentabilité économique.** Le projet est jugé économiquement viable. La valeur actuelle nette, à un taux d'actualisation de 11%, est de 636 millions de MDL (36,3 millions d'USD), produisant un taux de rentabilité économique interne (TREI) de 22% pour le scénario de base.

Stratégie de sortie et durabilité

38. Plusieurs éléments clés de la stratégie de sortie du projet sont associés à chacune de ses composantes essentielles. Ainsi, les autorités municipales assureront la maintenance des aménagements apportés aux infrastructures physiques et faisant un usage efficace de l'eau, et les usagers individuels et les entreprises agricoles qui ont contribué aux investissements reprendront la responsabilité du fonctionnement et de l'entretien des systèmes après l'achèvement du projet.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

39. Le projet fait face à plusieurs risques, résumés dans le cadre intégré de gestion des risques présenté ci-dessous.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

<i>Catégories de risque</i>	<i>Probabilité</i>	<i>Impact du risque</i>	<i>Mesures d'atténuation/observations</i>
1. Politique et gouvernance			
Instabilité politique, crise s'aggravant à la suite d'élections législatives peu concluantes.	Moyenne	Moyen	Justification des investissements du projet et appui aux politiques conformes aux priorités d'ensemble des secteurs agricole et financier du pays.
Des changements dans la structure du Gouvernement ont conduit à doter le MARDE d'une responsabilité accrue qui n'est pas toujours à la mesure de la capacité des différentes administrations.	Moyenne	Moyen	Le projet renforcera la capacité du MARDE grâce à la mise à disposition de spécialistes techniques.
2. Macroéconomie			
Le rapprochement commercial avec l'Union européenne a accru la concurrence à laquelle la production nationale fait face.	Moyenne	Moyen	Le projet aidera les petits producteurs à se lancer dans des productions de valeur élevée qui leur offriront de meilleures possibilités d'être concurrentiels sur les marchés locaux et non traditionnels.
3. Stratégies et politiques sectorielles			
L'appétence pour le risque est considérablement réduite après que la fraude dans le secteur bancaire a rendu les autorités prudentes et peu enclines à prendre des risques.	Faible	Faible	Le financement de deux fonds pour renforcer le secteur des associations d'épargne et de crédit et améliorer la performance et la durabilité protégera le secteur contre les risques excessifs.
4. Conception technique du projet			
Ouvrages d'infrastructure. Modalités inadéquates de fonctionnement et d'entretien des ouvrages d'infrastructure.	Faible	Moyen	Stricte application par l'UEP des critères de sélection, exigeant des propositions adéquates pour les futures activités de fonctionnement et d'entretien. Évaluation technique attentive et vérification sur le terrain du fonctionnement de l'infrastructure principale durant la phase de qualification de la proposition.
Qualité imparfaite de la conception de l'infrastructure acquise par les bénéficiaires.			Respect des normes techniques et des réglementations nationales (habilitation des concepteurs et soumission à expertise de l'État)
Potentiel limité d'adoption de technologies économes en eau, en raison de la faible information quant aux technologies adéquates.	Faible	Faible	Sensibiliser à l'utilisation des technologies économes en eau pour en accroître l'adoption.
Les groupements de producteurs et les partenaires du secteur privé ne sont pas capables de constituer des partenariats avec mise en commun de fonds propres.	Moyenne	Faible	Fournir une assistance technique, un solide appui sous forme d'accompagnement et de prise de participation pour le compte des petits exploitants afin qu'ils deviennent des partenaires intéressants pour le secteur privé.
Les garanties fournies par l'Organisation du développement du secteur des petites et moyennes entreprises (ODIMM) ne sont pas acceptées par les banques privées pour l'octroi de crédits aux jeunes entrepreneurs et aux femmes.	Moyenne	Moyen	Négocier avec l'AIPA afin qu'elle souscrive aux arrangements de garantie avec les banques, influe sur les caractéristiques de garantie de l'ODIMM et accélère la création du mécanisme du fonds de garantie FIDA-UE.
5. Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité			
Les salaires offerts par l'UEP limitent le recrutement de candidats qualifiés.	Moyenne	Moyen	Négocier avec le Gouvernement une révision des salaires et recruter des spécialistes à temps partiel.

<i>Catégories de risque</i>	<i>Probabilité</i>	<i>Impact du risque</i>	<i>Mesures d'atténuation/observations</i>
6. Financement			
Le financement par le Fonds pour l'adaptation pourrait ne pas être approuvé.	Faible	Élevé	Le projet devra faire l'objet d'une nouvelle conception au démarrage, en étroite coordination avec l'UEP et les institutions partenaires si le financement par le Fonds pour l'adaptation n'est pas approuvé.
7. Passation des marchés			
Voir plus bas			
8. Parties prenantes			
Manque d'intérêt parmi les parties prenantes.			Les démonstrations et le partage d'expérience sur les techniques d'agriculture de conservation par les utilisateurs contribueront à l'adoption de ces techniques et à un impact sur la productivité et les rendements.
Capacité des bénéficiaires de verser une contribution anticipée.			Un compte séquestre géré par une banque partenaire pourrait conserver un paiement anticipé sur ce compte jusqu'à ce que la transaction d'achat d'équipement ou la mise en œuvre de l'investissement soit terminée et que l'UEP approuve le paiement du dernier versement. Les banques sont disposées à offrir ces services à peu de frais.
9. Environnement et société			
Ciblage. Exclusion des petits exploitants, des jeunes et des femmes.	Moyenne	Moyen	Plus de poids sera accordé aux critères visant à assurer l'inclusion des petits exploitants, des jeunes et des femmes.
Risque global	Moyenne	Moyen	On proposera une série de mesures qui permettront aux organismes d'exécution de gérer les risques dans le pays et ceux associés à la conception du projet.

B. Catégorie environnementale et sociale

40. Le projet est classé dans la catégorie B et ne devrait pas avoir d'impact négatif important sur le plan environnemental ou social. Le projet améliorera les possibilités d'activités durables et résilientes pour les ménages ruraux vulnérables et les aidera à diversifier leur production et à avoir accès aux marchés et à un appui technique, ainsi qu'à des ressources financières, l'objectif étant qu'ils soient en mesure de mettre en œuvre des pratiques de gestion des ressources naturelles climatiquement rationnelles, en tant que principal moteur de la croissance économique locale et de la durabilité.

C. Classement au regard des risques climatiques

41. Le projet devrait être moyennement sensible aux risques climatiques associés à l'exposition du secteur agricole moldave aux changements de température et à l'évolution du régime des précipitations. L'un des objectifs clés est de réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres face à de tels risques. Des fonds seront alloués pour assurer l'adaptation aux changements climatiques et la résilience des infrastructures et des stratégies relatives aux moyens d'existence des ruraux pauvres.

D. Soutenabilité de la dette

42. Selon le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, la dette de la République de Moldova demeure viable et s'est réduite, en grande partie grâce à la croissance du PIB. La République de Moldova a un solide bilan de remboursements au Fonds dans les délais impartis et le risque de surendettement reste faible. En 2018, la dette extérieure de la République de Moldova représentait 64,6% du PIB nominal du pays (Mise à jour économique de la Banque mondiale, 13 mai 2019).

Le plus haut niveau jamais atteint était de 133,8% en décembre 2000, et le plus bas niveau était de 64,6% en décembre 2018.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

43. Le comité de pilotage du projet (CPP), qui existe déjà, sera chargé de la gestion et de l'exécution du projet. Le CPP du FIDA fournira des orientations et une supervision d'ensemble pour tous les projets et programmes appuyés par le FIDA en République de Moldova.
44. L'emprunteur désignera une UEP qui sera chargée d'assurer les activités courantes de gestion et d'exécution du projet. La capacité de l'UEP d'exécuter le projet sera renforcée par le recrutement d'un ou d'une ingénieur(e) supplémentaire, d'un ou d'une spécialiste responsable de superviser le don du Fonds pour l'adaptation, et d'un ou d'une spécialiste du secteur de l'entrepreneuriat agricole pour la coordination des activités du projet. Les activités faisant appel à des compétences spécialisées seront sous-traitées à des cabinets de conseil ou à des ONG disposant des compétences requises pour la communication, le repérage des bénéficiaires et l'administration des dons pour les activités du Fonds pour l'adaptation.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

45. La structure de l'unité de gestion financière de l'UEP convient à la gestion des responsabilités envisagées dans le cadre du projet proposé. L'unité est composée d'un responsable financier et d'un comptable.
46. Le système de comptabilité du projet suivra les normes nationales, fonctionnant selon la méthode de la comptabilité d'exercice, et les transactions seront enregistrées dans le logiciel de comptabilité autonome 1-C de l'UEP. Les exigences nationales en matière de communication des informations étant différentes de celles du FIDA, un ensemble spécifique d'états financiers sera établi, conformément à la pratique en vigueur, sur la base des registres de 1-C, à partir de la comptabilité de caisse, selon les Normes comptables internationales pour le secteur public et conformément aux exigences énoncées dans le Manuel relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le FIDA. Les procédures de contrôle interne en cours seront également appliquées au projet, ce qui garantira une séparation adéquate des tâches. Le projet appliquera les mêmes dispositions d'audit que les programmes actuellement en cours d'exécution.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

47. **Planification.** Le plan de travail et budget annuel (PTBA), qui constituera le principal document de planification du projet, sera établi conformément au calendrier stipulé dans l'accord de financement. La préparation des PTBA sera entreprise, examinée et approuvée au plus tard 60 jours avant la fin de l'exercice précédent. Le cas échéant, l'UEP peut proposer en cours d'année, par l'intermédiaire du CPP, des ajustements au PTBA pertinent; ces ajustements entreront en vigueur après approbation par le FIDA.
48. **Suivi-évaluation.** Les spécialistes du suivi-évaluation au sein de l'UEP seront responsables de la conservation des données et de l'analyse des activités, des produits et des effets directs, ainsi que de l'examen de la performance des composantes et sous-composantes sur la base des informations recueillies sur le terrain. Le projet élaborera une base de données sur les bénéficiaires afin de permettre le suivi des bénéficiaires et des activités. Le nouveau Système de gestion des résultats opérationnels établira un lien entre les produits et les effets directs (indicateurs de base), d'une part, et, d'autre part, les objectifs stratégiques et les domaines d'intervention du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025.

49. **Communication stratégique.** Le projet utilisera les capacités internes mises en place par l'UEP pour diffuser les informations sur les activités des projets financés par le FIDA, par la communication stratégique et la gestion des savoirs.
50. **Concertation sur les politiques.** Le projet est susceptible d'influer sur les politiques dans plusieurs domaines clés, notamment l'agriculture de conservation et le développement du secteur des associations d'épargne et de crédit. Le projet apportera un financement à deux instruments clés en matière de politiques, en vue de renforcer l'ensemble de ce secteur.
51. **Innovation et reproduction à plus grande échelle.** L'expérience réussie d'application d'un revêtement en béton vibré pour les routes rurales sera reproduite à plus grande échelle après les essais pilotes menés dans le cadre d'interventions en cours du FIDA. Le financement de la participation aux partenariats public-privé entre les groupements de producteurs et les entités du secteur privé constitue une modalité novatrice qui protégera la part des petits exploitants agricoles dans les investissements et garantira que l'entreprise sera gérée de façon professionnelle par un organisme du secteur privé disposant de liaisons commerciales établies. La reproduction à plus grande échelle de l'expérience antérieure du FIDA consistant à octroyer des prêts directs aux associations d'épargne et de crédit, et qui s'est avérée très fructueuse, constitue aussi un mécanisme novateur supplémentaire.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

52. Le FIDA et le Gouvernement moldave veilleront à l'état de préparation à l'exécution dès le démarrage en s'assurant que les prestataires de services et les nouveaux membres du personnel pourront être recrutés le plus rapidement possible après l'entrée en vigueur du projet. Le personnel supplémentaire nécessaire pour les activités du Fonds pour l'adaptation sera présélectionné et sélectionné avant le démarrage du projet. L'UEP commencera à établir un mémorandum d'accord avec l'AIPA et l'ODIMM en vue d'une collaboration entre le projet et ces organismes.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

53. Le projet sera directement supervisé par le FIDA sur une base annuelle, avec un appui à l'exécution le cas échéant. Une mission d'examen à mi-parcours sera effectuée pendant la troisième année d'exécution. Durant la dernière année d'exécution, l'équipe du projet passera un contrat avec une société de conseil pour déterminer l'impact du projet en comparant directement les données collectées lors des enquêtes de référence et intermédiaires. Les données factuelles rassemblées appuieront le récit et les principales conclusions à inclure dans le rapport d'achèvement du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

54. Un accord de financement entre la République de Moldova et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Un exemplaire de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
55. La République de Moldova est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
56. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

57. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Moldova un prêt à des conditions mixtes d'un montant de quinze millions deux cent trente mille droits de tirage spéciaux (15 230 000 DTS), équivalant approximativement à dix-huit millions neuf cent mille dollars des États-Unis (18 900 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo
Président

Negotiated financing agreement: "Talent Retention for Rural Transformation Project"

(Negotiations concluded on 8 April 2020)

Loan No: _____
AF Grant No: _____

Project name: Talent Retention for Rural Transformation (TRTP) ("the Project")

The Republic of Moldova
and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS IFAD and the Adaptation Fund have entered into an agreement on _____ between (the "Donors Agreement") that will provide five million five hundred thirty seven thousand four hundred fifteen in the United State dollars (5 537 415 USD), through the AF grant ("AF GRANT") to finance the Project described in Schedule 1 to this Agreement.

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan and an AF Grant (the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement. The Financing shall be channelled to the Borrower/Recipient through the Designated Account as detailed in Article 2, paragraph 7 below. The AF Grant shall be channelled to the Borrower/Recipient only if and to the extent that IFAD has received the AF Grant proceeds in accordance with the terms and conditions of the Donors Agreement.

Section B

1. A. The amount of the loan is eighteen million nine hundred thirty nine thousand Euros (18 939 000 EUR).
- B. The amount of the AF grant is five million five hundred thirty seven thousand four hundred fifteen United States dollars (5 537 415 USD) .
2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be in EUR.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st January.
5. Payments of principal, interest, and service charge shall be payable on each 1st April and 1st October.
6. There shall be two Designated Accounts (one for the IFAD loan in EUR and one for the AF grant in USD), for the exclusive use of the Project opened at the National Bank of Moldova. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Accounts.
7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of USD 3.8 million in the form of taxes and duties for the Project.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be The Ministry of Agriculture, Regional Development and Environment.
2. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower/Recipient.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out:
 - (a) in accordance with the provisions of the Borrower/Recipient's procurement regulations, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines,
 - (b) Pursuant to Procurement Plan, which shall be identify procedures which must be implemented by the Borrower/Recipient in order to ensure consistency with IFAD Project Procurement Guidelines.

Section D

1. The Fund will administer the Loan/Grant and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower/Recipient, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional (general/specific) conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The IFAD no objection to the Project Implementation Manual (PIM) shall have been obtained;
 - (b) Key Project staff has been appointed as per Schedule 1 of this Agreement.
 - (c) The PIU has been designated by the Government of Moldova.
3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Ion Perju
Minister of Agriculture, Regional Development and Environment
str. Constantin Tănase 9
MD-2005 mun. Chişinău, Moldova

For the Fund:

Gilbert F. Hougbo
President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient and shall enter into force at the date the Fund receives an instrument of ratification from the Republic of Moldova.

THE REPUBLIC OF MOLDOVA

(Authorized Representative)

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Hougbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The primary target group of TRTP is commercially-orientated small-holder farmers and youth entrepreneurs cultivating up to 10 hectares. The project will ensure that women farmers are especially included in project activities. In addition, the project will engage with a range of actors such as agribusinesses, exporters, input suppliers, processors of agricultural goods, farmers with larger landholdings where they can function as aggregators, innovators and catalysts providing pathways for small-holder farmers to access national and international markets. Forty percent of the beneficiaries will be women and forty percent will be youth.
2. *Project area.* As the project is national in scope, the geographical targeting does not limit project interventions to a specific geographic area but prioritizes interventions in the more climate vulnerable and deprived areas throughout the country based on Small Area Deprivation Index and data on climate vulnerability from the 4th National Communication of the Republic of Moldova on Climate Change.
3. *Goal.* The goal of the Project is to stimulate broad-based rural economic growth and reduce poverty through complementary investments.
4. *Objectives.* The objectives of the Project is to enable the rural poor (especially youth, women and smallholders) to increase their productive capacity, resilience to economic, environmental and climate-related risks and their access to markets.
5. *Components.* The Project shall consist of the following two Components:

5.1 Component 1: Resilient Economic Transformation

Sub-Component 1.1 Enhancing Climate Resilience

Climate Resilient Infrastructure (CRI):

- (a) The subcomponent is designed to support investments in productive rural infrastructure enhancing resilient rural economic transformation by removing infrastructure bottlenecks.
- (b) Investments in irrigation infrastructure shall focus on micro and small irrigation schemes.
- (c) Investment in rural roads improvements shall be directed to rural feeder roads and ancillary structures.
- (d) Priority of implementation shall be given to proposals from geographic locations more prone to climate risk and to target areas showing a relative higher concentration of poverty, based on the Small Areas Deprivation Index (SADI) indicators.

On-farm Climate Adaptive Water Management

- (a) Build smallholder farmer's resilience to climate change by fostering the adoption of climate smart, water saving technologies and building smallholder awareness and capacity in climate adaptive agricultural practices. Grants from the Adaptation Fund shall be provided exclusively to smallholder farmers with up to 10 ha land (owned and cultivated). *Demo plots, the Training of Trainers programmes and extension support services.* Based on the FAO lessons learned the project shall train and provide demand driven advisory services.

- (b) Conservation agriculture. Support Ministry of Agriculture Regional Development & Environment (MARDE) in the development of the new National Programme for Conservation Agriculture.
- (c) Knowledge management. The project shall dedicate around USD 50,000 to ensure that project results are being adequately recorded and the findings disseminated.

Sub-Component 1.2 Agribusiness Development

1 Strengthening Value Chains for Producer Groups

- (a) The project will be implemented by a service provider who could be an individual, a consulting firm or an NGO which has the requisite skills to provide the technical support which is required under the component.
- (b) The project shall work closely with the Producer Groups and private sector entities to develop proper feasibilities and business plans for collaboration. The PIU will ensure that all service providers follow sound labour management practices.
- (c) Investments in producer groups. The project will also put in place innovative arrangements for investments in collection and grading centres, warehouses, cold storages and agro-processing facilities, refrigeration trucks, branding, marketing and providing equipment and materials, etc. The project investments in the market infrastructure and processing facilities, through mix of grants and loans, will represent an investment and contribution on behalf of the smallholder farmers who are members of the PGs.

1 Strengthening MARDE Technical Capacity

- (a) The project shall strengthen the capacity of MARDE by providing it technical specialists for economic and market analysis.
- (b) The project shall also organize opportunities for learning and experience sharing for MARDE staff and PGs.

5.2 Component 2: Entrepreneurship Finance

Sub-component 2.1. Affordable credit for youth and women

- (a) This subcomponent shall focus on addressing bottlenecks related to the cost of capital and lack of collateral to access loans.
- (b) The project shall provide mentoring support for young entrepreneurs and women to assist the target group in the formation of investment and working capital proposals.
- (c) IFAD-funding would provide equipment grants of up to 40% of the investment costs, matched with loans.
- (d) The project would facilitate young entrepreneurs and women with developing proper proposals for subsidies and loan guarantees from the relevant entities. .
- (e) Saving and Credit Associations (SCA). IFAD shall provide financing for SCAs to on-lend to microenterprises in rural areas. The interest rate on the credit line to these eligible SCAs shall be established by the government.

Subcomponent 2.2. Rural finance sector development

- (a) This sub-component is designed to build capacity and strengthen some of the initiatives of the previous IFAD projects and will further strengthen the SCA sector and the regulatory and supervisory capacity of the National Commission for Financial Markets (NCFM).

- (b) *An SCA Stabilization Fund.* IFAD shall provide technical assistance and facilitate the sector investment for the establishment of SCA Stabilization Fund, once the proper regulation is in place. The feasibility of establishing the SCA Stabilization Fund or the reallocation of funds allocated to this component to another project component will be discussed during project implementation.
- (c) *The SCA Deposit Insurance Fund.* IFAD shall assist the SCA sector to adopt international best practices of financial consumer protection by providing it financing to establish an SCA Deposit Insurance Fund. The feasibility of establishing the SCA Deposit Insurance Fund or the reallocation of funds allocated to this component to another project component will be discussed during project implementation.
- (d) *Technical assistance.* The project shall also provide a technical assistance to several sector institutions and provide mentoring support to the SMEs: i) SCA capacity building ii) NCFM capacity building and (iii) NCFM capacity building.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency (LPA).* The Lead Project Agency shall be The Ministry of Agriculture, Regional Development and Environment.

7. *Project Steering Committee (IPSC).* The Project Steering Committee shall be responsible for the overall management and implementation of TRTP. The IPSC shall be responsible for providing overall policy guidance and oversight for all IFAD-supported projects and programmes in Moldova. The IPSC membership may be amended depending on project requirements, with a view to reflect the increased emphasis on climate adaptation and resilience, subject to prior approval of IFAD.

8. *Project Implementation Unit (PIU).* The Borrower/Recipient will designate a PIU to exercise day-to-day management and implementation of the project. The responsibilities of the PIU shall include:

- (i) undertaking the annual plans and budgets, taking the lead in implementation, coordinating with partner institutions and supervising the service providers and infrastructure contractors.
- (ii) monitoring and documenting project progress and ensuring the timely availability of all progress reports.
- (iii) assuming responsibility for generating the AWPBs for submission to the IPSC for review and approval, and subsequently to IFAD for no objection.
- (iv) taking the lead in procurement of civil works and goods and services.

9. The PIU capacity shall be strengthened to implement the TRTP by hiring an additional engineer, specialist to oversee the Adaptation Fund grant and an Agribusiness Specialist to coordinate the activities of TRTP.

10. *The project accounting system.*

11. *Standards and requirements.* The project accounting system shall follow national standards, accrual basis, and transactions shall be recorded in the 1-C stand alone accounting software at the PIU. As national reporting requirement differ from IFAD's, a specific set of Financial Statements shall be prepared as per current practice based on records from their system on an IPSAS cash basis of accounting and in accordance to the requirements set in the IFAD Handbook on Reporting/Auditing.

12. *Internal control.* The project can maintain the same audit arrangements as current on-going projects/programmes. At the same time, the PIU may take into consideration the opportunity to strengthen this area with dedicated resources.

13. *External control.* The project shall be externally audited by independent firms acceptable to IFAD as it is adopted for the on-going projects/programmes.
14. *Implementing partners.* The project shall also partner with the Research Institute of Field Crops "Selectia", the State Agrarian University of Moldova, and National Agency for Rural Development (ACSA) or other Service Providers in the implementation of the Adaptation Funded activities for the developing the demo plots; the designing and implementation of the Training of Trainers (ToT) programme; and the training of extension workers and beneficiaries of on-farm water management activities.
15. *Monitoring and Evaluation.* Monitoring and Evaluation activities would be the responsibility of PIU.
16. *Knowledge Management.* The TRTP project is expected to generate learning and knowledge on several aspects that will be documented for sharing with key decision-makers and for policy advocacy.
17. *Project Implementation Manual.* The Project Implementation Manual (PIM) outlines the programmatic and financial procedures to be followed by the IFAD PIU during the different stage of the project cycle. The manual aims to describe in detail the necessary steps to be undertaken by the relevant project staff, when undertaking actions related to the implementation of project's activities, targeting and financial management.

Schedule 2

Category	Loan Amount Allocated (expressed in EUR)	AF Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage
I. Consultancies	875 000	1 333 738	100% net of taxes
II. Credit & Grant	11 077 000	2 213 000	100% net of taxes
III. Equipment, Material, Goods and Services	681 000		100% net of taxes
IV. Works	3 974 000	1 776 000	100% net of taxes
V. Operating Costs	444 000	214 677	100% net of taxes
Unallocated	1 888 000		
TOTAL	18 939 000	5 537 415	

- (i) Category I: "Consultancies" include Studies, technical assistance, trainings and workshops.
- (ii) Category II: "Credit & Grant" include credits to PFIs and SCAs. IFAD Loan includes EUR 9 969.30 credits and EUR 1 107.70 Grants. AF grant of USD 2.2 million will be exclusively for smallholder farmer's.
- (iii) Category V "Operating Costs" under IFAD Loan, include operating costs and eligible expenditures related to Salaries and Allowances and under AF Grant, include USD 174 677 of salaries & allowances and USD 40 000 for eligible expenditures related to MTR and Final Evaluation.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan/Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customize accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.
3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower/Recipient shall ensure that a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
4. *Land tenure security.* The Borrower/Recipient shall ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles.
5. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower/Recipient shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP.
6. *Environment and Social Safeguards.* The Borrower/Recipient shall ensure that: (a) all Project activities are implemented in strict conformity with the Borrower/Recipient's relevant laws/regulations; (b) all Project activities give special consideration to the participation and practices of ethnic minority population in compliance with IFAD's *Policy on Indigenous Peoples* (2009), as appropriate; (c) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Project. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Project, the Borrower/Recipient shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning documents; (d) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Project; (e) recourse to child labour is not made under the Project; (f) the measures included in the Gender Action Plan prepared for the Project are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner; and (g) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan if any to ensure that women can participate and benefit equitably under the Project are duly taken.
7. *Anticorruption Measures.* The Borrower/Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
8. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower/Recipient and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

Logical framework

Results	Indicators					Means of Verification			Assumptions
Hierarchy	Name	Unit	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	Number of persons directly receiving services promoted or supported by the programme (Core indicator outreach 1)	Total	0	13,599	33,997 (11,723 hhs)	M&E system	Semi-annually	M&E officers	
		Men	0	8,160	20,398				
		Women	0	5,439	13,599				
		Young Non-young ^a	0	5,439	13,599				
Goal: Reduction in poverty and outmigration from rural areas through the enhancement of smallholder resilience to climate change	Number of households that report an increase in income.	HHS	TBD	TBD	TBD	Baseline, midline, completion surveys and impact study	Project start, midline and completion	PIU	<ul style="list-style-type: none"> Political stability Macroeconomic conditions remain stable or improve
	Development Objective: The development objective of the project is to enable the rural poor (especially youth, women and smallholders to increase their productive capacity, resilience to economic, environmental and climate-related risks and access to markets.	Percentage increase in average monthly income of supported smallholders over baseline.	%	TBD ¹	-				
58. Outcome 1 Enhanced resilience and increased employment opportunities through investments in rural infrastructure, facilitation of access to market and strengthening of farmer organizations.	Households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purpose (core indicator 1.2.1)	HHS	0	834	2,085	Annual outcome survey	Project start and annually	PMU/ M&E officers	<ul style="list-style-type: none"> Smallholder farmer are willing to participate in the programme Demand driven investments in physical infrastructure and water efficient technologies can help
	Rural producer organizations engaged in formal partnerships or contracts with private entities (core indicator 2.2.3)	organizations	0	5	10	Annual outcome survey	Annually	M&E officers	
	New jobs created (core indicator 2.2.1)	jobs	0	500	1000	Enterprise records	Annually	PIU/M&E officers	
Output 1.1	Roads constructed, rehabilitated or	km	0	15	30	Construction contracts/	Semi-annually	M&E officers / Component	

¹ Baseline figures to be updated based on the baseline survey.
a: Includes 50% adult women.

Results	Indicators					Means of Verification			Assumptions	
Hierarchy	Name	Unit	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility		
Climate resilient infrastructure is built	upgraded (core indicator 2.1.5)					progress reports		officer	<p>enhance productivity and build resilience to climate change and extreme weather events.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Availability of qualified service providers for group facilitation, training and extension activities ▪ Farmers and rural communities are keen to provide monetary contribution for rural infrastructure renovation and maintenance ▪ Organizing producer groups and associations in innovative arrangements with clear specification of ownership rights, equity investments and professional management will encourage farmers to participate in collective agribusiness enterprises and access markets. 	
	Number of climate resilient small-scale of irrigation schemes rehabilitated	schemes	0	10	20	Construction contracts/ progress reports	Semi-annually	M&E officers / Component officer		
	Number of farmers adopting water saving technologies and adopting practices which are climate resilient	Total		0	440	885	Component reports	Semi-annually		M&E officer / Component officer
		Women		0	198	398				
		Youth		0	220	443				
		Men		0	22	44				
	Number of persons trained in water and soil conservation agriculture which promote CA	Total		0	1840	4600	Training reports	Semi-annually		M&E officer / Component officer
		Women		0	644	1610				
		Youth		0	920	2300				
		Men		0	276	690				
Output 1.2 Producer groups linked to markets	Number of producer group associations formed which display attributes of sustainability	Groups (women, men members)	0	5	10		Semi-annually	M&E officer / Component officer		
	Numbers of Market Facilitation meetings organized	Meetings	0	18	32					
	Number of business ideas/plans supported and mentored which assist in diversification of production	plans	0	5	10					
	Number of producer groups assisted with diversification of production and equity participation.	Groups (men, women, small and large holders)	0	6	10					
Output 1.3 Increase capacity for of academic institutions and Government in disseminating policy and lessons regarding Conservation Agriculture	Number of institutions that have introduced CA in their curricula.	Institutions	0	1	4	Curricula of academic institutions	Semi-annually	M&E officer / Component officer		

Results	Indicators					Means of Verification			Assumptions
Hierarchy	Name	Unit	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outcome 2: Increased access to rural finance for youth and increased sustainability of rural finance institutions, such as SCAs, through transformative changes in the sector.	Number of people reporting using financial services (core indicator 1.2.5)	Number	0	400	820 (328 women and 462 youth)	Annual Outcome Survey	Annually	M&E officers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Business mentoring support and market integration through a skilled facilitator will help Young Entrepreneurs and women in business planning, access subsidies and finance and add value to produce. ▪ Funds to SCAs will enhance access to finance in rural areas and generate growth. ▪ Provision of a stabilization Fund and a Deposit Insurance Fund would assist in the growth and sustainability of the SCA sector thereby increasing access to finance in rural areas.
Output 2.1. Affordable credit for youth and women is made available	Persons in rural areas accessing financial services (core indicator 1.1.5)	Total	0	72	180		Annually	M&E officers / Component officer	
		Women	0	29	72				
		Youth	0	44	108				
		Men	0	0	0				
	Number of young entrepreneurs provided matching grant and collateral support	Total	0	136	340				
		Women	0	55	136				
		Youth	0	82	204				
	Number of young entrepreneurs and women provided loans through SCAs	Total	0	120	300				
		Women	0	48	120				
Youth		0	60	150					
Men		0	12	30					
Output 2.2. SCA Stabilization Fund and Deposit Insurance Fund Established.	Number of SCAs whose savings are protected by the Deposit insurance fund	Number	0	20	50	M&E system	Semi-annually	M&E officers/ Component officer	
Output 2.3. Change in Policy Regarding SCAs.	MoF and NCFM policy regarding SCAs	Policy document	0	0	1	NCFM	Semi-annually	NCFM and MoF	There is support to transform and grow the SCA sector